



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 18 mars 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

Les Affaires, 18 mars 2009 - Chômage : un sommet de 12 ans en Grande-Bretagne

Le taux de chômage a atteint 6,5% de la population active en Grande-Bretagne en janvier, son niveau le plus haut de 12 ans, pour dépasser les deux millions de personnes sans emploi, a annoncé mercredi l'Office des statistiques nationales.

Le nombre de chômeurs est passé de 1,97 million (6,3% de la population active) en décembre à 2,03 millions en janvier, selon les chiffres dévoilés mercredi.

Le secteur industriel a notamment été durement frappé par la crise économique mondiale, perdant 120.000 emplois depuis l'année dernière.

"Non seulement le chômage revient à son niveau de 1997, mais il semble maintenant que nous nous dirigeons vers les pires perspectives pour l'emploi en Grande-Bretagne depuis l'après-guerre", a expliqué John Philpott, économiste en chef au "Chartered Institute of Personnel and Development". "Le plein emploi n'est pas seulement en train de s'éloigner, il disparaît sans laisser de trace".

Selon John Philpott, pire que le taux de chômage lui-même, c'est le nombre de personnes s'inscrivant aux allocations-chômage qui est le plus alarmant. "L'augmentation mensuelle de 138.000 personnes demandant une allocation-chômage dépasse les jours les plus sombres de hausse du chômage lors des précédentes récessions", a-t-il affirmé.

Selon les chiffres du gouvernement, 1,39 million de personnes touchaient ces allocations en janvier. "A ce rythme, le chômage semble parti pour atteindre 3,2 millions de personnes en 2010", a pour sa part déclaré David Kern, économiste en chef à la Chambre britannique du commerce, qui a appelé à une action urgente de la part du gouvernement britannique.

CTC, 17 mars 2009 -Les travailleurs et travailleuses canadiens perdent d'autres emplois

Les travailleurs et les travailleuses du Canada ont subi de nouvelles pertes d'emploi renversantes et le président du Congrès du travail du Canada dit que l'indignation succède au choc initial parmi les personnes mises à pied.

« Des Canadiens et Canadiennes qui travaillent dur perdent leur emploi. Les gens en ont assez de voir le gouvernement refuser de rectifier le Régime d'assurance-emploi. Pour tout dire, si le gouvernement ne règle pas dès maintenant les problèmes que pose l'a.-e., la récession empirera énormément, le nombre de ses victimes augmentera et le rétablissement sera plus long », dit Ken Georgetti.

Statistique Canada indique que 83 000 emplois ont été éliminés en février et que cela a porté le taux de chômage à 7,7 % et le nombre des Canadiens et Canadiennes qui veulent un emploi mais n'en trouvent pas à plus de 1,4 million. Depuis octobre, 295 000 emplois ont été éliminés, la plupart d'entre eux étant des emplois à plein temps. Or, selon les données les plus récentes, le Régime d'a.-e. n'a pu aider que 45 % des travailleurs et travailleuses en décembre.

M. Georgetti déclare que l'assurance-emploi est une importante forme de stimulation économique. « Elle aide les gens à faire face à des temps durs comme ceux que nous vivons. Elle permet de voir à ce que même si l'usine a fermé, les gens aient de l'argent à dépenser pour qu'il ne soit pas nécessaire de fermer également l'épicerie et d'autres magasins et services de la communauté. »

Analyse rapide de l'économiste principal Sylvain Schetagne :

- Le taux de chômage a augmenté pour atteindre 7,7 % (il était de 7,2 % en janvier)
- Le taux de chômage a rejoint celui de juillet 2003, soit d'il y a plus de 5 ans
- Nombre des Canadiens et Canadiennes qui ont perdu leur emploi le mois dernier : 83 000
- Nombre des emplois à plein temps perdus le mois dernier : 110 000
- Nombre des emplois à plein temps perdus depuis le début de l'année : 225 000
- Travailleurs et travailleuses canadiens qui ont perdu leur emploi depuis octobre 2008 : 295 000
- Le Canada compte plus de 1,4 million d'hommes et de femmes en chômage. Cela représente une augmentation de 23 % depuis octobre 2008
- Le secteur de la construction est celui qui a été frappé le plus durement en février,

comme le groupe des hommes de 25 à 54 ans. Les jeunes travailleurs et travailleuses ont eux aussi perdu des emplois le mois dernier, ce qui a porté leur taux de chômage à 14,2 %. Il n'a pas été aussi élevé depuis 2001.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : www.congresdutravail.ca.

Renseignements : Sylvain Schetagne, économiste principal, 613-526-7412
Jeff Atkinson, Communications, 613-526-7425 et 613-863-1413

Banque Laurentienne, 17 mars 2009 - Perspectives économiques provinciales, par Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a dévoilé ce matin les perspectives économiques provinciales pour 2009 et 2010.

Léthargie de l'économie québécoise en 2009

L'économie canadienne ressemble à une équipe de hockey dont la plupart des joueurs connaissent une léthargie. Le Québec est un joueur de l'équipe qui connaît une baisse de régime depuis que la période de stress financier s'est intensifiée l'automne dernier. Depuis, les ménages et les entreprises font preuve d'une grande prudence, alors que les exportations continuent de fléchir en raison de l'affaiblissement de la demande américaine. La récession sera menée de pied ferme par un fléchissement de la demande intérieure cette année. Particulièrement, nous assisteront à un recul des dépenses de consommation, faute de la détérioration du marché du travail et de la baisse du prix des actifs financiers et immobiliers. La récession est, par ailleurs, la goutte qui fait déborder le vase pour les ménages québécois les plus vulnérables. Les faillites de particuliers arrivent plus tôt que lors des récessions précédentes en raison d'un fardeau de la dette plus élevé et d'un appui moindre du programme d'assurance-emploi. De plus, le refroidissement de la construction résidentielle devrait s'étaler sur deux ans au fur et à mesure que les promoteurs immobiliers s'ajustent à la baisse de la demande de logement. L'incertitude économique et la croissance plus faible des bénéfiques poussent aussi les entreprises à réduire leurs stocks et à remettre à 2010 plusieurs projets d'investissements. Somme toute, Recherche Economique VMBL prévoit un repli de 1,1 % du PIB réel québécois en 2009. Lorsque l'économie américaine retrouvera son aplomb en 2010, nous assisterons à une recrudescence des exportations québécoises, ce qui favorisera un retour vers la vitesse de croisière habituelle dans la belle province, soit une croissance du PIB réel près des 2 %.

Le budget 2009 arrive à grands pas et la Ministre des Finances Monique Jérôme Forget devra faire preuve de prudence. Recherche Economique VMBL est d'avis que le Québec ne peut pas se permettre d'enregistrer des déficits énormes compte tenu de l'épée de Damoclès qui pend toujours au dessus de la tête des Québécois et des

Québécoises, soit une dette très élevée. Les particuliers et les entreprises ne devraient donc pas compter sur un allègement fiscal majeur au cours des prochaines années. L'équilibre budgétaire sera atteint par la porte d'en arrière pour l'année fiscale en cours grâce à la sacoche de 2,3 milliards \$. La récession plongera toutefois le gouvernement en territoire déficitaire pour au moins les deux prochaines années fiscales 2009-10 et 2010-11. Il faudra compter davantage sur la reprise de l'économie mondiale pour éviter d'être dans le rouge par la suite.

Si le Québec est un joueur de l'équipe qui connaît une baisse de régime, l'Ontario connaît alors l'une des pires années de sa carrière. Les pertes d'emploi à temps plein dans plusieurs secteurs clés contribueront à un fléchissement important de la demande intérieure. Le taux de chômage dans la plus grande province canadienne devrait atteindre 10 % d'ici 2010, même si le plan de restructuration de trois grands constructeurs américains de l'automobile va de l'avant. Dans l'Ouest canadien, l'Alberta subit les contrecoups de la descente des prix de l'énergie avec comme résultat une première récession en 23 ans et un premier déficit en 15 ans. Finalement, la chute sévère du prix des logements et l'épargne passive des Britanno-Colombiens engendreront un recul de l'activité économique sur la côte du Pacifique. Le rapport complet des perspectives économiques provinciales pour 2009 et 2010 est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.vmbi.ca/RechercheEconomique>.

Renseignements: Manon Stébenne, Directrice principale, Médias et relations publiques, (514) 284-4500, poste 8232

Jobboom, 16 mars 2009 - L'Indice Jobboom du Québec à 65,7 % en mars - De nouvelles pertes d'emplois font diminuer l'Indice Jobboom

Le Québec a perdu 18 400 emplois en février dernier, pour un total de 44 200 postes en deux mois consécutifs. L'Indice Jobboom de cette province continue donc sa chute amorcée au début de l'année en reculant de 5,1 points. La prévision de la force de l'emploi s'arrête ainsi à 65,7 % en mars, demeurant au niveau "passable" comme en février.

Province de Québec : 65,7 % - passable

Les 18 400 emplois perdus en février 2009 font diminuer l'Indice Jobboom de 5,1 points. Il s'établit à 65,7 % en mars, toujours Il demeure donc au niveau "passable" pour un deuxième mois consécutif.

En février, c'est le secteur des Services qui a enregistré les plus grandes pertes, avec un bilan net de -38 600 postes. Les sous-secteurs les plus durement touchés sont les suivants : Soins de santé et assistance sociale (-11 000 emplois), Services professionnels, scientifiques et techniques (-10 200), Information, culture et loisirs (-8 000), Hébergement et services de restauration (-7 500), Services d'enseignement (-4 800), Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (-4 000), Transport et entreposage (-3 500) et Administration publique (-1 800).

Deux domaines enregistrent toutefois des gains, soit Finance, assurances, immobilier et location (+10 800) et Autres services (+1 100).

Le secteur de la Production de biens a surpris, créant 20 200 emplois au Québec en février. C'est le sous-secteur de la Fabrication qui gagne le plus de joueurs avec 14 200 nouveaux postes. Selon Statistique Canada, les hausses pancanadiennes dans ce sous-secteur se concentreraient surtout dans la transformation alimentaire. Ce domaine, qui touche des biens essentiels, est sans doute moins affecté que d'autres par la récession actuelle. D'autres domaines ont également fait des gains, notamment Agriculture (+6 000 postes) et Construction (+1 000). Ces bonnes nouvelles viennent toutefois s'assombrir avec des pertes dans les sous-secteurs Services publics (-700) et Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz (-300).

Depuis un an, l'emploi dans la province a diminué de 1,4 %. Rappelons que l'Indice Jobboom indique la vigueur de l'emploi par rapport aux 120 derniers mois. L'Indice de ce mois-ci, pour le Québec, occupe le 67^e rang sur 120, ce qui signifie que 53 mois ont affiché une performance plus faible au cours des 10 dernières années. L'emploi a augmenté de 15 % dans la province au cours de la dernière décennie.

Régions métropolitaines de recensement du Québec (RMR) - mars 2009

Région de Québec : 93,7 % - excellent

Dans la région de la Capitale-Nationale, quelque 3 200 postes ont été créés en février 2009. Depuis le début de l'année 2009, le taux de chômage de cette RMR demeure sous la barre du 4 %, seuil associé au plein-emploi. Il s'est établi à 3,9 % le mois dernier. Malgré ces bonnes nouvelles, les données cumulées par Statistique Canada au cours des 10 dernières années montrent que l'emploi a habituellement tendance à diminuer dans cette région au mois de mars. L'Indice de Québec est le seul à demeurer stable ce mois-ci, ne perdant que 0,2 point pour se fixer à 93,7 % en mars. Il demeure au niveau "excellent" où il s'est établi le mois dernier.

Au cours de la dernière année, l'emploi a augmenté de 3,5 % dans la région. L'Indice occupe ce mois-ci le 3^e rang sur 120, ce qui signifie que 117 mois ont affiché une performance plus faible au cours des 10 dernières années. Pendant la période 1999-2009, le nombre d'emplois a progressé de 22 % dans la région de Québec.

Région d'Ottawa-Gatineau : 73,1 % - passable

Cette RMR, qui a vu disparaître 7 300 postes en décembre 2008 et janvier 2009, en a perdu 7 200 autres en février. Son Indice continue sa chute et recule de 11,8 points en mars pour s'établir à 73,1 %. Il quitte le niveau "favorable", qu'il occupait le mois dernier, pour s'arrêter au niveau "passable". La tendance observée par Statistique Canada au cours de la dernière décennie, qui dévoile que la création d'emploi a tendance à ralentir en mars, a par ailleurs alourdi la chute de l'Indice Jobboom ce mois-ci.

Au cours des douze derniers mois, l'emploi a diminué de 0,3 % dans la région. En mars, l'Indice occupe le 21^e rang sur 120, ce qui signifie que 99 mois ont affiché une performance plus faible au cours de la dernière décennie. Le nombre d'emplois dans la

région a augmenté de 26 % en dix ans.

Région de Saguenay : 56,3 % - passable

La RMR de Saguenay, qui avait perdu 800 emplois en janvier 2009, en a vu 1 000 autres être supprimés en février. L'Indice Jobboom de la région recule donc de 8,9 points en mars, s'arrêtant à 56,3 % en mars. Il demeure au niveau "passable" pour un troisième mois consécutif. Les données cumulées par Statistique Canada au cours de la dernière décennie indiquent d'ailleurs une tendance à la baisse de la création d'emploi dans la RMR du Saguenay au mois de mars.

En un an, l'emploi a augmenté de 1,2 % dans la région. L'Indice occupe ce mois-ci le 40e rang sur 120, ce qui signifie que 80 mois ont affiché une performance plus faible au cours des 10 dernières années. Durant la période 1999-2009, le nombre d'emplois de cette RMR a progressé de 7 %.

Région de Montréal : 51,9 % - passable

La RMR de Montréal poursuit l'année sur une pente descendante. Aux 9 700 emplois abolis dans cette région en janvier 2009 s'en additionnent 16 000 autres en février, ce qui confirme la tendance observée au cours des derniers mois. L'Indice Jobboom de la région diminue donc de 12,5 points en mars et demeure au niveau "passable" qu'il occupe depuis juillet 2008.

L'emploi a diminué de 1,6 % dans la région depuis un an. Ce mois-ci, l'Indice occupe le 92e rang sur 120. Ainsi, 28 mois ont affiché une performance plus faible au cours des 10 dernières années. De 1999 à 2009, l'emploi a progressé de 16 % à Montréal.

Région de Sherbrooke : 43,4 % - défavorable

Cette RMR a connu une légère hausse de l'emploi en février 2009 avec la création de 500 nouveaux postes. Ce bilan positif vient freiner la chute amorcée par la région de Sherbrooke en novembre 2008. L'Indice Jobboom fait un bond de 3,5 points pour s'établir à 43,4 % en mars, au niveau "défavorable". Il aurait pu grimper davantage, mais les données recueillies par Statistique Canada au cours des 10 dernières années montrent une tendance à la baisse de la création d'emploi en mars dans cette région.

L'emploi a diminué de 2,7 % dans la région depuis un an. L'Indice occupe ce mois-ci le 95e rang sur 120, ce qui signifie que seulement 25 mois ont affiché une performance plus faible au cours des dix dernières années. Depuis 1999, l'emploi a tout de même augmenté de 21 % dans la région de Sherbrooke.

Région de Trois-Rivières : 31 % - défavorable

La région de Trois-Rivières enregistre un bilan négatif en février 2009 avec la perte de 700 emplois, pour un total de 2 400 postes abolis en deux mois consécutifs. L'Indice Jobboom de la région perd donc 6,1 points et demeure au niveau "défavorable" en tombant à 31 % en mars. Par ailleurs, la tendance observée par Statistique Canada au cours de la dernière décennie montre que la création d'emploi ralentit habituellement en mars dans cette RMR.

L'emploi a chuté de 7,4 % dans la région au cours de la dernière année. L'Indice occupe ce mois-ci le 95e rang sur 120, ce qui signifie que 425 mois ont affiché une performance plus faible depuis dix ans. Pour la période 1999-2009, l'emploi a crû de 11 % dans la RMR de Trois-Rivières.

Qu'est-ce que l'Indice Jobboom : rappel

L'Indice Jobboom est une prévision de la force de l'emploi pour le mois courant, calculée par rapport aux dix dernières années. Plus l'Indice est fort, c'est-à-dire près de 100 %, plus le marché de l'emploi est favorable.

L'Indice Jobboom est obtenu grâce aux données mensuelles (désaisonnalisées) de Statistique Canada, recueillies par l'Enquête sur la population active (EPA). La prévision est basée sur une méthode statistique nommée l'autorégression. L'Indice Jobboom possède une marge d'erreur normale de 2 %. L'Indice Jobboom régional se base sur les données fournies dans l'EPA concernant les régions métropolitaines de recensement (RMR).

Pour plus de détails, consultez la section de l'Indice Jobboom à l'adresse suivante : <http://www.jobboom.com/indice>.

Jobboom.com est une division de Canoe.ca et de Quebecor Media.

Les Affaires, 16 mars 2009 - Baisse du chômage dans la zone euro

Le nombre de personnes ayant un emploi dans la zone euro a diminué de 0,3% (453 000 personnes) au quatrième trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent, selon des estimations provisoires basées sur les comptes nationaux et publiées par Eurostat.

Dans son communiqué, Eurostat précise qu'au cours de la même période, le nombre de personnes ayant un emploi dans l'ensemble des 27 pays de l'UE a aussi baissé de 0,3% (672.000 personnes). Au troisième trimestre 2008, l'emploi avait reculé de 0,1% dans la zone euro et de 0,2% dans les Vingt-Sept. Ces chiffres sont corrigés des variations saisonnières.

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'emploi est resté stable (0,0%) au quatrième trimestre 2008 tant dans la zone euro que dans les Vingt-Sept, après une hausse de 0,6% dans les deux zones au troisième trimestre 2008.

Sur l'ensemble de l'année 2008, l'emploi a progressé de 0,8% (1.137.000 personnes) dans la zone euro et de 0,8% (1.760.000 personnes) dans l'ensemble de l'Union européenne, contre +1,8% dans les deux zones en 2007.

Eurostat estime qu'au quatrième trimestre 2008, 225,3 millions d'hommes et de femmes avaient un emploi dans l'ensemble de l'UE, dont 145,4 millions dans la zone euro. Ces

chiffres sont corrigés des variations saisonnières.

Ces chiffres trimestriels sur l'emploi fournissent une mesure du volume de la main-d'uvre qui est cohérente avec celle de la production et des revenus dans les comptes nationaux, précise encore Eurostat.

Radio-Canada, 16 mars 2009 - Le Canada sombrerait encore plus

Selon la Banque TD, les revenus que le gouvernement tire des impôts et des taxes diminueront à cause du ralentissement de l'économie.

Par ailleurs, les pertes d'emploi coûteront un milliard de dollars de plus en prestations d'assurance-emploi cette année.

Si les prévisions de la Banque Toronto Dominion s'avèrent, l'économiste en chef de la TD Don Drummond indique que la dette du pays dépassera les 540 milliards de dollars pour l'année financière 2010-2011. La prévision actuelle est de 522,2 milliards de dollars.

Le calcul de la Banque TD est basé sur ses propres prévisions économiques tirées d'une analyse du produit intérieur brut (PIB).

Le déficit pour l'année financière 2009-2010 devrait donc franchir la barre des 39 milliards de dollars, d'après la Banque, ce qui dépasserait le pire niveau historique au Canada atteint en 1992-1993.

L'économiste prévoit même que l'année suivante, en 2010-2011, le déficit pourrait s'élever à 42,3 milliards de dollars.

En entrevue au quotidien torontois The Globe and Mail, Don Drummond signale toutefois que le Canada devrait mieux se tirer d'affaire qu'au début des années 1990. C'est grâce à la forte progression de son économie au cours des 15 dernières années, qui lui a procuré de meilleures assises pour se relever plus rapidement d'une crise économique d'une telle ampleur.